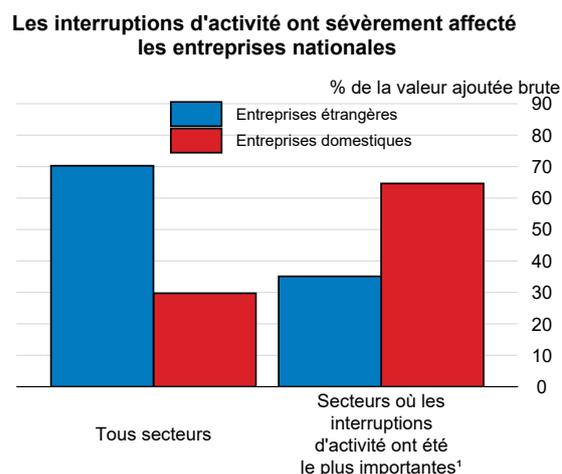
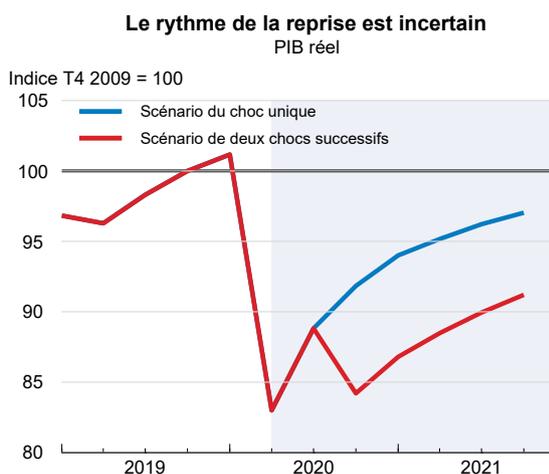


Irlande

L'économie devrait se contracter fortement au premier semestre 2020 dans un contexte de confinement strict. Les mesures économiques de soutien évitent aux travailleurs et aux entreprises de subir l'impact du choc dans son intégralité. Néanmoins, la détérioration de la confiance ainsi que la dégradation de la situation financière des ménages et des entreprises freineront la reprise lorsque la réouverture de l'économie se poursuivra. La deuxième vague de contamination supposée dans le scénario de deux chocs successifs implique des fermetures d'entreprises et des pertes d'emplois supplémentaires, ce qui retarderait la reprise et risquerait d'ancrer le chômage à long terme et l'aversion des entreprises pour le risque. Dans ce cas, le PIB annuel fléchirait de 8 ¾ pour cent en 2020 et ne se redresserait pratiquement pas en 2021. Si une nouvelle poussée épidémique était évitée (scénario du choc unique), le PIB s'inscrirait en baisse de 6 ¾ pour cent en 2020, puis en hausse de 4 ¾ pour cent en 2021.

Les autorités devraient rester prêtes à prolonger les mesures de soutien existantes en cas de besoin. Des dispositions visant à procurer des liquidités supplémentaires aux petites et moyennes entreprises qui sont viables pourraient s'avérer nécessaires. Les nouveaux investissements dans les programmes actifs du marché du travail s'adressant aux chômeurs devraient s'accompagner d'une réorientation des services pour tenir compte des caractéristiques des nouveaux travailleurs sans emploi. Il faudrait tout particulièrement favoriser la participation aux programmes d'apprentissage des adultes, notamment en mettant en avant les possibilités d'apprentissage à distance.

Irlande



1. Les secteurs les plus durement touchés par les interruptions d'activité sont le commerce de gros et de détail, les activités d'hébergement et de restauration, l'immobilier et les arts, spectacles et loisirs.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107; et Office central de statistique (CSO, Central Statistics Office).

Irlande : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2017)				
Irlande: scénario de deux chocs successifs						
PIB aux prix du marché	271.4	8.1	8.3	5.5	-8.7	-0.2
Consommation privée	91.8	3.3	3.4	2.8	-14.4	-1.3
Consommation publique	33.5	3.5	4.4	5.1	5.9	7.6
Formation brute de capital fixe	96.5	-5.0	-22.7	91.0	25.0	-4.1
Demande intérieure finale	221.7	-0.8	-6.2	35.7	9.8	-1.6
Variation des stocks ¹	6.8	1.1	-2.0	0.6	-1.2	0.0
Demande intérieure totale	228.5	9.4	-6.9	35.6	6.9	-1.6
Exportations de biens et services ²	328.0	9.1	10.4	11.2	-7.4	2.6
Importations de biens et services	285.1	1.1	-3.0	34.7	5.7	1.5
Exportations nettes ¹	42.9	9.9	15.6	-17.2	-15.7	1.4
<i>Pour mémoire</i>						
VAB ³ , à l'exclusion des secteurs dominés par des entreprises multinationales étrangères	—	4.7	3.9	4.9	-11.3	-0.5
Déflateur du PIB	—	1.1	0.8	1.5	0.2	-0.1
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.3	0.7	0.9	0.1	0.1
IPCH sous-jacent ⁴	—	0.2	0.3	0.9	0.3	0.3
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.7	5.7	4.9	12.3	12.9
Solde financier des administrations publiques ⁵ (% du PIB)	—	-0.3	0.1	0.4	-9.7	-9.0
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	77.4	76.0	72.0	86.8	96.5
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	67.8	63.6	58.8	73.6	83.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	0.5	10.6	-9.5	-28.1	-28.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Le contrat des entreprises multinationales nommé "contrat manufacturier" (exportations de biens produits à l'étranger sous convention d'une entité basée en Irlande) est supposé constant, à son niveau de 2019, en 2020 et 2021.

3. Valeur ajoutée brute.

4. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

5. Le déficit inclut l'effet des mesures ponctuelles de recapitalisations dans le secteur bancaire.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138055>

La rapidité de la propagation du virus a conduit à un confinement strict

Après confirmation de la première contamination par le COVID-19 en Irlande fin février, le virus s'est propagé rapidement. Les premiers cas correspondaient principalement à des voyageurs de retour du nord de l'Italie, mais la transmission locale allait bon train à la mi-mars. Le nombre de nouveaux cas quotidiens a progressé régulièrement jusqu'à la mi-avril, avant de fléchir. Une forte proportion des cas s'est concentrée à Dublin et dans les comtés limitrophes et la plupart des contaminations a concerné des personnes de plus de 45 ans. La gestion de la pandémie a été facilitée par la relative jeunesse de la population irlandaise, même si le système de santé était déjà largement sous tension au début de la crise. En témoignaient tout particulièrement le niveau très élevé des taux d'occupation dans les hôpitaux irlandais et les délais d'attente allongés pour différents types d'interventions chirurgicales non urgentes.

Irlande : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2017)				
Irlande: scénario du choc unique						
PIB aux prix du marché	271.4	8.1	8.3	5.5	-6.8	4.8
Consommation privée	91.8	3.3	3.4	2.8	-12.3	5.2
Consommation publique	33.5	3.5	4.4	5.1	5.7	6.9
Formation brute de capital fixe	96.5	-5.0	-22.7	91.0	29.1	4.6
Demande intérieure finale	221.7	-0.8	-6.2	35.7	12.6	5.1
Variation des stocks ¹	6.8	1.1	-2.0	0.6	-1.3	0.0
Demande intérieure totale	228.5	9.4	-6.9	35.6	9.6	4.9
Exportations de biens et services ²	328.0	9.1	10.4	11.2	-5.2	5.9
Importations de biens et services	285.1	1.1	-3.0	34.7	8.5	6.0
Exportations nettes ¹	42.9	9.9	15.6	-17.2	-16.0	-0.2
<i>Pour mémoire</i>						
VAB ³ , à l'exclusion des secteurs dominés par des entreprises multinationales étrangères	—	4.7	3.9	4.9	-9.6	4.1
Déflateur du PIB	—	1.1	0.8	1.5	0.4	0.5
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.3	0.7	0.9	0.2	0.6
IPCH sous-jacent ⁴	—	0.2	0.3	0.9	0.3	0.6
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.7	5.7	4.9	10.8	8.5
Solde financier des administrations publiques ⁵ (% du PIB)	—	-0.3	0.1	0.4	-8.4	-5.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	77.4	76.0	72.0	84.5	87.5
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	67.8	63.6	58.8	71.2	74.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	0.5	10.6	-9.5	-26.8	-26.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Le contrat des entreprises multinationales nommé "contrat manufacturier" (exportations de biens produits à l'étranger sous convention d'une entité basée en Irlande) est supposé constant, à son niveau de 2019, en 2020 et 2021.

3. Valeur ajoutée brute.

4. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

5. Le déficit inclut l'effet des mesures ponctuelles de recapitalisations dans le secteur bancaire.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138074>

L'instauration d'un confinement strict a été annoncée fin mars, la population étant exhortée à rester chez elle sauf pour acheter des produits alimentaires, se rendre à un rendez-vous médical ou faire du sport à proximité. Dans le même temps, des mesures ont été prises pour soutenir le système de santé, parmi lesquelles la conclusion d'accords avec les médecins généralistes pour que le coût ne constitue pas un obstacle à l'accès aux services, l'utilisation des capacités des hôpitaux privés et l'accroissement des capacités de soins intensifs et de prise en charge à domicile.

L'activité économique s'est effondrée sous l'effet des mesures d'endiguement

Les mesures d'endiguement prises à l'échelle nationale et internationale ont précipité une grave crise économique. La demande des ménages a chuté, le volume des ventes de détail se contractant de 43 % en avril en glissement mensuel. Les cafés ainsi que les secteurs de l'habillement, de la chaussure et du textile ont enregistré les plus fortes baisses d'activité en avril. Les indicateurs de la confiance des entreprises se sont effondrés dans le commerce de détail, mais aussi dans d'autres services et dans le secteur manufacturier, essentiellement sous l'effet du tassement des commandes à l'exportation, l'activité

s'étant aussi fortement contractée chez les principaux partenaires de l'Irlande pour les exportations. Les secteurs les plus durement touchés par les mesures d'endiguement nationales se caractérisent pour beaucoup par une proportion relativement élevée d'entreprises sous contrôle irlandais. Ces entreprises risquent donc davantage de connaître des difficultés de trésorerie que leurs homologues à capitaux étrangers.

À l'heure actuelle, le choc est amorti par une multitude de nouvelles mesures de soutien publiques

Des mesures de soutien ont été introduites pour limiter les licenciements. Ces mesures comprenaient notamment une subvention salariale temporaire, qui avait été versée à plus de 495 000 salariés à la fin mai. Une allocation de chômage majorée liée à la pandémie de COVID-19 a également été instaurée pour les travailleurs ayant perdu leur emploi pendant la crise. Fin avril, ces allocations étaient versées à plus de 590 000 personnes, soit un quart de la population active totale. Le nombre des bénéficiaires était toutefois revenu aux alentours de 543 000 début juin, la plupart de ceux qui ne recevaient plus cette allocation ayant repris le travail. Des mesures destinées à protéger les entreprises viables contre le risque de faillite ont en outre été mises en œuvre, parmi lesquelles divers dispositifs de prêts ainsi que le report du paiement des impôts et des taxes sur les biens immobiliers à usage commercial dus aux autorités locales.

La configuration de la reprise est très incertaine

Le produit intérieur brut se contractera massivement au deuxième trimestre de 2020, en dépit d'une levée progressive des mesures d'endiguement à partir de la mi-mai. Lors de la réouverture de l'économie, les possibilités de consommer seront plus nombreuses et certaines entreprises réaliseront des investissements qui avaient été différés. Quoi qu'il en soit, la prudence actuelle et la détérioration de la situation financière des ménages et des entreprises ralentiront le rythme de la reprise. Dans le scénario de deux chocs successifs, qui part de l'hypothèse d'un deuxième confinement, bien que plus restreint, au dernier trimestre de l'année, l'incertitude grandira fortement et on observera une vague de pertes d'emplois et de fermetures d'entreprises plus importante que dans le scénario du choc unique. Le scénario de deux chocs successifs prévoit que le gouvernement maintienne une partie des mesures de soutien budgétaires discrétionnaires pendant une partie de l'année 2021. Le PIB réel devrait chuter de 8.7 % et de 6.8 % en 2020 dans le scénario de deux chocs successifs et dans celui du choc unique, respectivement. En 2021, il devrait fléchir de 0.2 % dans le premier et progresser de 4.8 % dans le second.

Bien que l'économie irlandaise se soit fortement redressée après la crise financière et de la dette souveraine, cette période a laissé des séquelles, qui rendent le pays plus vulnérable aux risques de révision à la baisse. Les répercussions des chocs négatifs ultérieurs pourraient être exacerbées par l'endettement élevé des ménages et la faible rentabilité des banques, ainsi que par la persistance d'une dette conséquente des administrations publiques. Un renforcement des obstacles aux échanges entre le Royaume-Uni et l'Union européenne après la période de transition constitue également un risque de révision à la baisse, car le Royaume-Uni reste un partenaire commercial essentiel. À l'inverse, un développement rapide du secteur pharmaceutique et des industries fabriquant des dispositifs médicaux, qui sont largement présents en Irlande, produit des retombées relativement importantes pour l'économie nationale si les chaînes de valeur deviennent plus locales.

Les paramètres de l'action publique appelleront de nouveaux ajustements

Les responsables de l'action publique devraient se préparer à prolonger encore les mesures de soutien existantes si les restrictions sanitaires persistent, ou sont rétablies au second semestre de l'année. Des garanties de prêts et des injections de liquidités publiques à destination des entreprises viables mais manquant de liquidités devraient être mises en œuvre selon les besoins. Pour réduire au minimum les effets dommageables du chômage, les programmes actifs du marché du travail devront être réorientés vers la nouvelle cohorte de demandeurs d'emploi. L'introduction de systèmes de profilage statistique efficaces afin de segmenter les bénéficiaires en différentes catégories dans l'optique de leur participation aux programmes sera déterminante. Les parcours de formation tout au long de la vie, prévoyant notamment un apprentissage à distance, devraient être mis en avant de manière plus active, puisque la demande de main-d'œuvre subira probablement des changements structurels et que les jeunes Irlandais adultes peu qualifiés suivent relativement peu de formations. Pour mieux préparer le secteur de la santé à de nouveaux rebonds épidémiques, il faudrait continuer de cesser de dispenser dans les hôpitaux les soins qui peuvent l'être de manière efficace dans les structures de premier secours et à domicile.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Irlande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/e9195642-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.